



PRÉFÈTE DE LA LOIRE

Arrêté n° 56-DDPP-12 portant mise en demeure

La préfète de la Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite



SS 86
bi
X Gue JRL

VU le Titre 1^{er} du livre V du Code de l'Environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment l'article L. 514-1 ;

VU le récépissé de déclaration n°2003/0287 du 22 octobre 2009 délivré au titre des rubriques n°1530.2 et 2920.2.b à la S.A.S. SAINT ETIENNE MOLINA – Z.I. Molina – 76 Avenue de la Talaudière – SAINT-ETIENNE ;

VU l'arrêté préfectoral de prescriptions spéciales n°2009/0610 du 16 décembre 2009 imposant notamment à la S.A.S. SAINT ETIENNE MOLINA des prescriptions relatives aux moyens d'intervention en cas d'accident ;

VU l'incendie survenu dans les installations de la S.A.S. SAINT ETIENNE MOLINA – Z.I. Molina – 76 Avenue de la Talaudière – SAINT-ETIENNE le 24 décembre 2011 ;

VU l'arrêté préfectoral de mesures d'urgences du 28 décembre 2011 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 24 janvier 2012 concernant les insuffisances du rapport d'accident transmis par la S.A.S. SAINT ETIENNE MOLINA le 16 janvier 2012 en regard des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 28 décembre 2011 ;

Considérant qu'il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de fournir les éléments prévus par l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 28 décembre 2011 ;

Sur proposition du directeur départemental de la protection des populations

ARRÊTE

Article 1 :

La S.A.S. SAINT ETIENNE MOLINA est mise en demeure de respecter, **sous un délai de quinze jours**, les dispositions des articles 1 à 4 de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 28 décembre 2011.

Article 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application des dispositions prévues à l'article L 514-1 du Code de l'Environnement susvisé.

Article 3

Conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de LYON. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 4 :

Monsieur le directeur départemental de la protection des populations, Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées, Monsieur le maire de SAINT-ETIENNE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera en mairie où tout intéressé aura droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimum d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à SAINT-ETIENNE, le 8 FEB. 2012
Pour la Préfète
et par délégation
Le Secrétaire Général

Patrick FERIN